Le modèle britannique et son influence : exercices d’histoire seconde à télécharger en PDF

Exercices d’histoire – Seconde

Voici les exercices d’histoire de seconde sur « Le modèle britannique et son influence ». Ils s’appuient sur des documents, des cartes et des frises, comme dans un manuel, et ils vont du plus simple au plus difficile. Avant de commencer, relis le cours du chapitre ; ensuite, vérifie tes connaissances avec le quiz vrai ou faux.

Exercice 1 : Les mots du chapitre

Pour chacun des mots suivants, rédige une définition en une phrase, puis emploie-le dans une phrase sur l'histoire politique de l'Angleterre.

1. Parlement
2. habeas corpus
3. monarchie parlementaire
4. séparation des pouvoirs
5. Glorieuse Révolution

Coup de pouce : relis les encadrés « Définition » du cours.

Exercice 2 : Vrai ou faux ?

Pour chaque affirmation, dis si elle est vraie ou fausse et justifie ta réponse en une phrase.

1. La Grande Charte est signée en 1215 par le roi Jean sans Terre.
2. Charles Ier est exécuté en 1649.
3. Guillaume d'Orange débarque en Angleterre en 1688.
4. La Bill of Rights donne le droit de vote à tous les Anglais.
5. Montesquieu publie De l'esprit des lois en 1748.

Coup de pouce : pense aux dates et au contenu des textes.

Exercice 3 : La Grande Charte : le roi est soumis à la loi

Document 1 – La Grande Charte (1215)

> 12. Aucun scutage ni aucune aide ne sera levé dans notre royaume, sinon par le conseil commun du royaume, sauf pour la rançon de notre personne, pour faire chevalier notre fils aîné et pour marier une fois

> notre fille aînée ; et pour cela il ne sera levé qu'une aide raisonnable. […] 39. Aucun homme libre ne sera saisi, ni emprisonné, ni dépossédé, ni exilé, ni détruit de quelque manière que ce soit, et nous n'irons pas contre lui, ni n'enverrons contre lui, sinon par le jugement légal de ses pairs ou par la loi du pays. 40. À personne nous ne vendrons, à personne nous ne refuserons ni ne retarderons le droit ou la justice.

*scutage : impôt payé par un vassal à la place du service militaire ; aide : contribution financière demandée au vassal ; pairs : personnes de même rang ; dépossédé : privé de ses biens.

Grande Charte (Magna Carta), 15 juin 1215, chapitres 12, 39 et 40 (traduction française d'après la traduction anglaise publiée par le projet Avalon, Yale Law School).

1. Présente le document (nature, auteur, date, contexte).
2. Relève ce que le roi promet à propos des impôts (chapitre 12).
3. Relève ce que le chapitre 39 interdit au roi de faire.
4. Explique la phrase « À personne nous ne vendrons […] le droit ou la justice ».
5. Montre que ce texte limite le pouvoir du roi, mais qu'il ne s'applique pas à tous.

Coup de pouce : distingue « homme libre » et le reste de la population.

Exercice 4 : L'habeas corpus contre l'arbitraire

Document 2 – La loi d'habeas corpus (1679)

> Attendu que de grands retards ont été apportés, par des shérifs, des geôliers et d'autres officiers, à répondre aux ordres d'habeas corpus qui leur sont adressés, de sorte que beaucoup de sujets du roi ont été et peuvent être longtemps détenus en prison, dans des cas où la loi leur permet de sortir sous caution, à leurs grands frais et à leur grand tourment […]. Il est décidé que l'officier devra, dans les trois jours après la signification de l'ordre (sauf si la détention est pour trahison ou félonie, clairement et précisément exprimée dans le mandat), amener ou faire amener le corps du détenu devant le Lord Chancelier ou les juges, et certifier les vraies causes de sa détention ; si la prison est à plus de vingt milles, dans les dix jours, et à plus de cent milles, dans les vingt jours.

*habeas corpus : en latin « que tu aies le corps » ; ordre de présenter un détenu devant un juge ; geôlier : gardien de prison ; félonie : crime grave ; mille : environ 1,6 kilomètre.

Habeas Corpus Act, 31 Charles II, chapitre 2, 27 mai 1679, préambule et section II (traduction française d'après le texte anglais publié sur Wikisource).

1. Présente le document (nature, auteur, date, contexte).
2. Relève le problème que la loi veut résoudre.

3. Relève ce que l'officier doit faire dans les trois jours.
4. Explique pourquoi cette règle protège la liberté des sujets.
5. Relève l'exception prévue et explique pourquoi elle limite la protection.

Coup de pouce : repère les mots « retards » et « causes de sa détention ».

Exercice 5 : La Bill of Rights : ce que le roi ne peut plus faire

Document 3 – La Bill of Rights (1689)

> Les lords spirituels et temporels et les Communes déclarent : Que le prétendu pouvoir de suspendre les lois, ou l'exécution des lois, par l'autorité royale, sans le consentement du Parlement, est illégal ; que lever de l'argent pour la Couronne sous prétexte de prérogative, sans l'accord du Parlement, pour un temps plus long ou d'une autre manière que celle qui est ou sera accordée, est illégal ; que lever ou entretenir une armée permanente dans le royaume en temps de paix, sans le consentement du Parlement, est contraire à la loi ; que l'élection des membres du Parlement doit être libre ; que la liberté de parole et de débats au Parlement ne doit être mise en cause devant aucune cour ni en aucun lieu hors du Parlement ; qu'on ne doit exiger ni caution excessive, ni imposer d'amendes excessives, ni infliger de peines cruelles et inhabituelles.

*prérogative : pouvoir propre au roi ; armée permanente : armée entretenue même en temps de paix ; caution : somme versée pour être libéré avant le procès.

Bill of Rights, 1689 (Declaration of Rights présentée le 13 février 1689, devenue loi en décembre), extraits (traduction française d'après le texte anglais publié par le projet Avalon, Yale Law School).

1. Présente le document (nature, auteur, date, contexte).
2. Relève trois décisions que le roi ne peut plus prendre sans le Parlement.
3. Quels droits des sujets ou des députés le texte protège-t-il ?
4. Explique pourquoi on parle de « monarchie parlementaire » après 1689.
5. Compare avec la politique de Louis XIV : que reproche-t-on, en Angleterre, à un roi qui gouverne comme lui ?

Coup de pouce : repère les verbes « suspendre », « lever », « entretenir ».

Exercice 6 : Voltaire et le gouvernement anglais

Document 4 – Voltaire (1734)

> La nation anglaise est la seule de la terre qui soit parvenue à régler le

> pouvoir des rois en leur résistant, et qui d'efforts en efforts ait enfin établi ce gouvernement sage où le prince, tout-puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire du mal ; où les seigneurs sont grands sans insolence et sans vassaux, et où le peuple partage le gouvernement sans confusion. La chambre des pairs et celle des communes sont les arbitres de la nation, le roi est le surarbitre.

*régler : limiter, mettre des règles à ; vassaux : hommes qui dépendent d'un seigneur ; surarbitre : arbitre supérieur.

Voltaire, Lettres philosophiques (ou Lettres anglaises), 1734, lettre VIII « Sur le parlement » (édition Garnier, 1879, publiée sur Wikisource).

1. Présente le document (nature, auteur, date, contexte).
2. Relève ce que Voltaire admire dans le gouvernement anglais.
3. Explique l'expression « tout-puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire du mal ».
4. Quels sont les rôles du roi et des deux chambres selon Voltaire ?
5. Explique pourquoi Voltaire peut critiquer indirectement la France en écrivant ce texte.

Coup de pouce : pense au pouvoir de Louis XIV.

Exercice 7 : Montesquieu et la séparation des pouvoirs

Document 5 – Montesquieu (1748)

> Lorsque, dans la même personne ou dans le même corps de magistrature, la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté ; parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques, pour les exécuter tyranniquement. Il n'y a point encore de liberté, si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. […] Tout serait perdu, si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers.

*puissance législative : pouvoir de faire les lois ; puissance exécutrice : pouvoir de les appliquer et de gouverner ; puissance de juger : pouvoir judiciaire ; magistrature : ensemble de ceux qui exercent un pouvoir public.

Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748, livre XI, chapitre VI « De la constitution d'Angleterre » (édition Nourse, 1748, publiée sur Wikisource ; orthographe modernisée).

1. Présente le document (nature, auteur, date, contexte).
2. Relève les trois pouvoirs distingués par Montesquieu.
3. Explique ce qui arrive à la liberté si législatif et exécutif sont réunis.
4. Explique pourquoi il faut aussi séparer le pouvoir de juger.

5. Rédige trois phrases pour expliquer pourquoi ce texte est important pour les régimes démocratiques actuels.

Coup de pouce : repère les mots « point de liberté ».

Exercice 8 : 1215 et 1689 : deux limites au pouvoir du roi

Document 6 – La Grande Charte (1215)

> 12. Aucun scutage ni aucune aide ne sera levé dans notre royaume, sinon par le conseil commun du royaume, sauf pour la rançon de notre personne, pour faire chevalier notre fils aîné et pour marier une fois notre fille aînée ; et pour cela il ne sera levé qu'une aide raisonnable. […] 39. Aucun homme libre ne sera saisi, ni emprisonné, ni dépossédé, ni exilé, ni détruit de quelque manière que ce soit, et nous n'irons pas contre lui, ni n'enverrons contre lui, sinon par le jugement légal de ses pairs ou par la loi du pays. 40. À personne nous ne vendrons, à personne nous ne refuserons ni ne retarderons le droit ou la justice.

*scutage : impôt payé par un vassal à la place du service militaire ; aide : contribution financière demandée au vassal ; pairs : personnes de même rang ; dépossédé : privé de ses biens.

Grande Charte (Magna Carta), 15 juin 1215, chapitres 12, 39 et 40 (traduction française d'après la traduction anglaise publiée par le projet Avalon, Yale Law School).

Document 7 – La Bill of Rights (1689)

> Les lords spirituels et temporels et les Communes déclarent : Que le prétendu pouvoir de suspendre les lois, ou l'exécution des lois, par l'autorité royale, sans le consentement du Parlement, est illégal ; que lever de l'argent pour la Couronne sous prétexte de prérogative, sans l'accord du Parlement, pour un temps plus long ou d'une autre manière que celle qui est ou sera accordée, est illégal ; que lever ou entretenir une armée permanente dans le royaume en temps de paix, sans le consentement du Parlement, est contraire à la loi ; que l'élection des membres du Parlement doit être libre ; que la liberté de parole et de débats au Parlement ne doit être mise en cause devant aucune cour ni en aucun lieu hors du Parlement ; qu'on ne doit exiger ni caution excessive, ni imposer d'amendes excessives, ni infliger de peines cruelles et inhabituelles.

*prérogative : pouvoir propre au roi ; armée permanente : armée entretenue même en temps de paix ; caution : somme versée pour être libéré avant le procès.

Bill of Rights, 1689 (Declaration of Rights présentée le 13 février 1689, devenue loi en décembre), extraits

(traduction française d'après le texte anglais publié par le projet Avalon, Yale Law School).

1. Présente chaque document.
2. Relève, dans chaque texte, ce qui concerne l'impôt.
3. Relève, dans chaque texte, ce qui concerne la justice ou la liberté.
4. Compare qui impose ces limites au roi en 1215 et en 1689.
5. Rédige quatre lignes pour expliquer ce qui change entre les deux textes.

Coup de pouce : fais un tableau : impôts / liberté / qui impose ?

Exercice 9 : Voltaire et Montesquieu : deux regards sur l'Angleterre

Document 8 – Voltaire (1734)

> La nation anglaise est la seule de la terre qui soit parvenue à régler le pouvoir des rois en leur résistant, et qui d'efforts en efforts ait enfin établi ce gouvernement sage où le prince, tout-puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire du mal ; où les seigneurs sont grands sans insolence et sans vassaux, et où le peuple partage le gouvernement sans confusion. La chambre des pairs et celle des communes sont les arbitres de la nation, le roi est le surarbitre.

*régler : limiter, mettre des règles à ; vassaux : hommes qui dépendent d'un seigneur ; surarbitre : arbitre supérieur.

Voltaire, Lettres philosophiques (ou Lettres anglaises), 1734, lettre VIII « Sur le parlement » (édition Garnier, 1879, publiée sur Wikisource).

Document 9 – Montesquieu (1748)

> Lorsque, dans la même personne ou dans le même corps de magistrature, la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté ; parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques, pour les exécuter tyranniquement. Il n'y a point encore de liberté, si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. […] Tout serait perdu, si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers.

*puissance législative : pouvoir de faire les lois ; puissance exécutrice : pouvoir de les appliquer et de gouverner ; puissance de juger : pouvoir judiciaire ; magistrature : ensemble de ceux qui exercent un pouvoir public.

Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748, livre XI, chapitre VI « De la constitution d'Angleterre » (édition Nourse, 1748, publiée sur Wikisource ; orthographe modernisée).

1. Présente chaque document.
2. Relève ce que chaque auteur retient de la constitution anglaise.
3. Compare leur manière de présenter les choses (récit, éloge / analyse, principe).
4. Montre en quoi Montesquieu va plus loin que Voltaire.
5. Rédige trois phrases pour expliquer ce que ces deux textes disent du modèle britannique.

Coup de pouce : note qui donne un exemple et qui énonce une règle générale.

Exercice 10 : La Bill of Rights et l'exécution de Charles Ier

Document 10 – La Bill of Rights (1689)

> Les lords spirituels et temporels et les Communes déclarent : Que le prétendu pouvoir de suspendre les lois, ou l'exécution des lois, par l'autorité royale, sans le consentement du Parlement, est illégal ; que lever de l'argent pour la Couronne sous prétexte de prérogative, sans l'accord du Parlement, pour un temps plus long ou d'une autre manière que celle qui est ou sera accordée, est illégal ; que lever ou entretenir une armée permanente dans le royaume en temps de paix, sans le consentement du Parlement, est contraire à la loi ; que l'élection des membres du Parlement doit être libre ; que la liberté de parole et de débats au Parlement ne doit être mise en cause devant aucune cour ni en aucun lieu hors du Parlement ; qu'on ne doit exiger ni caution excessive, ni imposer d'amendes excessives, ni infliger de peines cruelles et inhabituelles.

*prérogative : pouvoir propre au roi ; armée permanente : armée entretenue même en temps de paix ; caution : somme versée pour être libéré avant le procès.

Bill of Rights, 1689 (Declaration of Rights présentée le 13 février 1689, devenue loi en décembre), extraits (traduction française d'après le texte anglais publié par le projet Avalon, Yale Law School).

L'exécution de Charles Ier devant le Banqueting House de Whitehall, 30 janvier 1649, gravure allemande contemporaine, 1649.

1. Présente le texte et la gravure (nature, auteur, date).
2. Décris la gravure : lieu, foule, personnages, inscriptions.
3. Que montre-t-elle de la manière dont les contemporains voient la mort du roi ?
4. Relie la gravure et la Bill of Rights : quelles leçons les Anglais tirent-ils de 1649 ?
5. Explique pourquoi les Anglais préfèrent chasser Jacques II en 1688 plutôt que de l'exécuter.

Coup de pouce : rappelle-toi que 1688 est appelée « glorieuse ».

Exercice 11 : La Grande Charte sur parchemin



Grande Charte (Magna Carta), 1215, texte latin sur parchemin, British Library, Londres (Cotton MS Augustus II.106).

1. Présente le document (nature, date, langue, lieu de conservation).
2. Décris l'aspect du document : support, écriture, présentation.
3. Explique pourquoi le texte est en latin et non en anglais.
4. Explique pourquoi un document aussi fragile est devenu un symbole.
5. Cherche pourquoi on parle de « Grande » Charte.

Coup de pouce : repère la densité de l'écriture et l'état du parchemin.

Exercice 12 : Une élection au XVIIIe siècle selon Hogarth



William Hogarth, Une élection, 3 : le vote (série An Election), 1754-1755, huile sur toile, Sir John Soane's Museum, Londres.

1. Présente l'œuvre (titre, auteur, date, technique, lieu de conservation).
2. Décris la scène : lieu, personnages, objets.
3. Relève ce qui montre que le vote est public.
4. Explique ce que Hogarth critique : la corruption, la pression, le désordre ?
5. Montre en quoi ce tableau nuance l'admiration de Voltaire et de Montesquieu pour le modèle britannique.

Coup de pouce : regarde la tribune de bois et les électeurs qui se pressent.

Exercice 13 : John Locke par Godfrey Kneller



Godfrey Kneller, Portrait de John Locke, 1697, huile sur toile, musée de l'Ermitage, Saint-Pétersbourg.

1. Présente l'œuvre (titre, auteur, date, technique, lieu de conservation).
2. Décris le personnage : âge, vêtement, regard, cadre.
3. Que veut montrer le peintre : un homme de pouvoir, un homme d'étude ?
4. Rappelle l'idée principale des *Deux traités du gouvernement* (1689-1690).
5. Explique pourquoi Locke est considéré comme un inspirateur des Lumières et des déclarations de droits.

Coup de pouce : regarde l'absence de signes de pouvoir (couronne, armes).

Exercice 14 : Les délais de l'habeas corpus

Observe le tableau.

Lieu de détention	Délai pour présenter le détenu au juge
à moins de 20 milles du tribunal	3 jours
entre 20 et 100 milles	10 jours
à plus de 100 milles	20 jours

Source : Habeas Corpus Act, 31 Charles II, chapitre 2, 27 mai 1679, section II (1 mille anglais = environ 1,6 kilomètre ; sauf trahison ou félonie « clairement exprimée » dans le mandat).

1. Combien de cas distingue le tableau ?
2. Quel est le délai maximal prévu ? Pour quelle distance ?
3. Convertis les 20 milles et les 100 milles en kilomètres (1 mille = 1,6 km).
4. Pourquoi les délais augmentent-ils avec la distance ?
5. Rédige deux phrases pour expliquer en quoi ces délais protègent les prisonniers.

Coup de pouce : 1 mille = 1,6 kilomètre.

Exercice 15 : Lieux de l'histoire politique anglaise

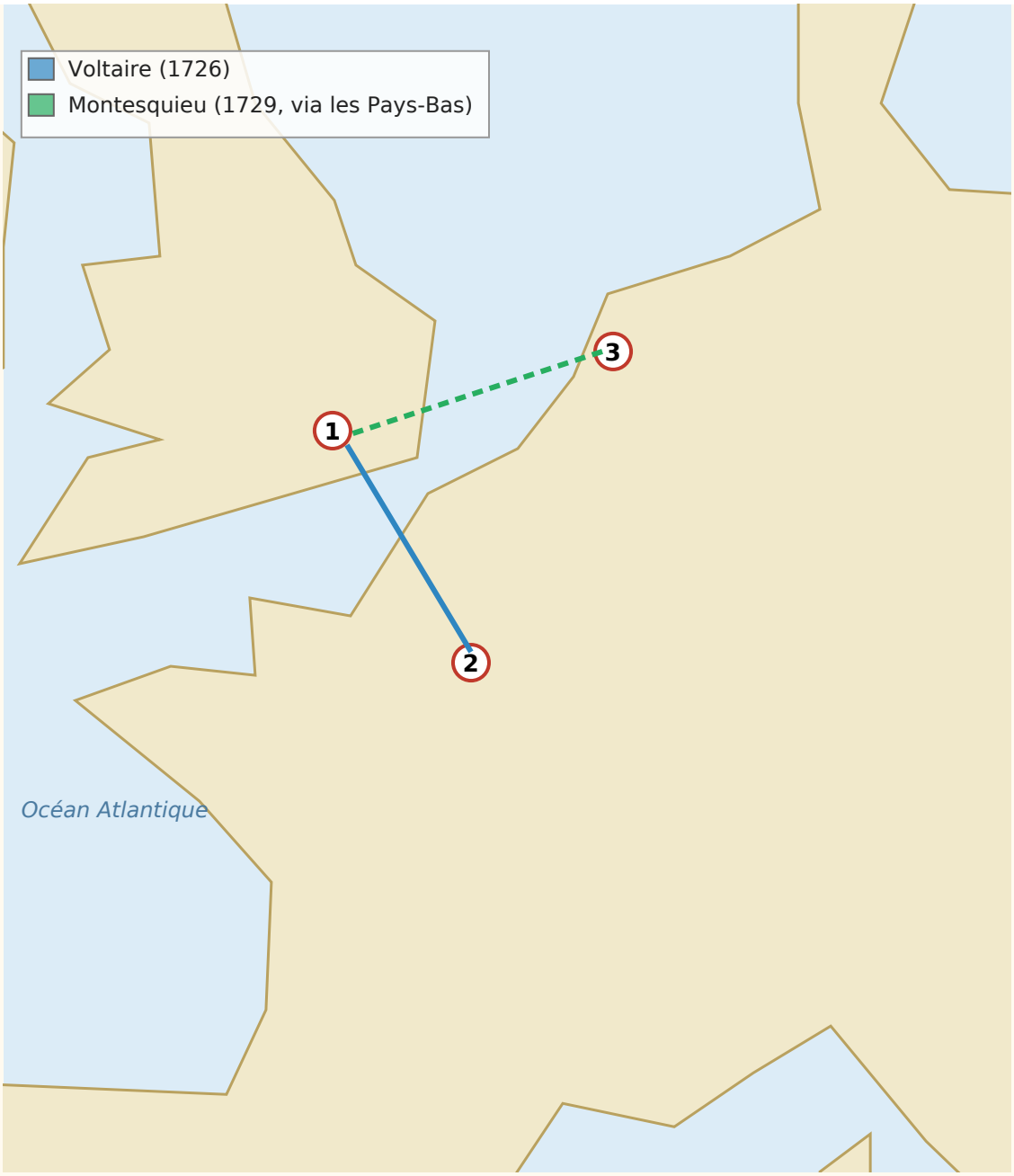


Quelques lieux de l'histoire politique de l'Angleterre (schéma). Repères : 1 Runnymede, 2 Naseby, 3 Londres, 4 Torbay, 5 Boyne, 6 Édimbourg.

1. Nomme les lieux 1 à 6 : Runnymede, Naseby, Londres, Torbay, Boyne, Édimbourg.
2. Associe chaque lieu à un événement : Grande Charte (1215), bataille de 1645, exécution de Charles Ier (1649), débarquement de Guillaume d'Orange (1688), bataille de 1690, union de 1707.
3. Quel lieu est lié à la fin du règne de Jacques II ? Lesquels à la guerre civile ?
4. Où se trouve la capitale ? Dans quelle partie des îles Britanniques ?
5. Explique pourquoi l'Irlande et l'Écosse apparaissent dans l'histoire du Parlement.

Coup de pouce : aide-toi du cours et de la frise.

Exercice 16 : Voltaire et Montesquieu en Angleterre



Les voyages de Voltaire (1726) et de Montesquieu (1729) en Angleterre. Repères : 1 Londres, 2 Paris, 3 Amsterdam.

1. Nomme les lieux 1 à 3.
2. Quel trajet suit Voltaire ? Quel trajet suit Montesquieu ?
3. Quelle mer traversent-ils ?
4. Pourquoi les philosophes français vont-ils en Angleterre ?
5. Explique en deux phrases ce qu'ils y découvrent.

Coup de pouce : regarde les flèches de la légende.

Exercice 17 : Ordonner les événements

Range ces événements dans l'ordre chronologique, puis donne leur siècle : Bill of Rights ; Grande Charte ; exécution de Charles Ier ; loi d'habeas corpus ; publication de De l'esprit des lois ; débarquement de Guillaume d'Orange.

1. Écris la liste dans l'ordre, avec les dates.
2. Place chaque événement dans son siècle (en chiffres romains).
3. Calcule le temps écoulé entre la Grande Charte et la Bill of Rights.
4. Calcule le temps écoulé entre la Bill of Rights et De l'esprit des lois.

Coup de pouce : le XIIIe siècle va de 1201 à 1300.

Exercice 18 : Une frise à compléter

- **1215** …
- **…** Pétition des droits
- **1649** …
- **…** loi d'habeas corpus
- **1689** …
- **1707** …

1. Complète les dates et les événements manquants.
2. Calcule la durée de la guerre civile (1642-1649).
3. Combien d'années séparent l'exécution de Charles Ier (1649) de la Glorieuse Révolution (1688) ?
4. Quel événement de la frise concerne l'Écosse ?

Coup de pouce : utilise la frise du cours.

Exercice 19 : Recherche guidée : la Grande Charte à la British Library

Tu vas mener une petite enquête sur la Grande Charte.

Mots-clés à taper : « Magna Carta British Library », « Magna Carta 1215 Runnymede exemplaires », « Magna Carta 800 ans 2015 ».

Sites fiables : le site de la British Library, celui des archives nationales britanniques (The National Archives), le site de la cathédrale de Lincoln, Wikipédia (en vérifiant les références).

1. Où a été signée la Grande Charte ? En quelle année ?
2. Combien d'exemplaires de 1215 existent-ils encore ? Où sont-ils conservés ?
3. Dans quelle langue le texte est-il écrit ?
4. Quels articles de la Grande Charte sont encore en vigueur dans le droit britannique ?
5. Indique l'adresse de chaque site consulté et une information trouvée sur chacun.

Coup de pouce : note la source et compare deux sites avant de remplir ta fiche.

Exercice 20 : Réponse à une question problématisée : un pouvoir royal

limité

Sujet : **« Montrez qu'au XVIIe siècle, le Parlement anglais limite durablement le pouvoir du roi. »**

1. Rédige un paragraphe de dix à quinze lignes, avec une phrase d'introduction, au moins deux arguments illustrés d'exemples précis tirés du cours, et une phrase de conclusion.
2. Utilise au moins trois des mots suivants : Parlement, impôt, Charles Ier, Jacques II, habeas corpus, Bill of Rights.

Coup de pouce : pense à la guerre civile puis à 1688-1689.